

Les travailleurs sans-papiers ? Des travailleurs à part entière !

L'immigration est une richesse, pas un problème !

Avant toute chose, il faut revenir à l'essentiel : les immigrés, comme le reste de la population, contribuent à la création de richesses par leur travail. En outre, l'immigration est un facteur d'enrichissement culturel et de dynamisme, source de renouvellement. La société française s'est toujours enrichie de cet apport.

L'immigration contribue à l'équilibre financier du pays en raison de la structure de sa population (proportion d'actifs plus grande, faible consommation médicale...). Selon une étude parue en 2010, réalisée pour le compte du ministère des Affaires sociales, l'immigration dégage un solde positif de 12,4 milliards € pour les finances publiques.

En finir avec la politique du chiffre, injuste et inefficace

Il faut rompre avec une politique en matière d'immigration basée sur des objectifs chiffrés. C'est injuste et inefficace.

Injuste, car la poursuite de quotas aboutit inévitablement à refuser des titres de séjour à des personnes qui peuvent légitimement y prétendre, à divers titres (santé, vie familiale, études, ...).

Inefficace, car cela contribue à maintenir dans la clandestinité des dizaines de milliers de travailleurs sans-papiers, mis dans l'impossibilité de réclamer des conditions de travail décentes. Les travailleurs sans-papiers ne prennent le travail de personne, ils sont dans des secteurs qui ont du mal à recruter (BTP, commerce, aide à la personne, ...).

Reconnaître l'apport des migrants, renforcer leurs droits

- Les organisations syndicales appellent le gouvernement à renforcer les droits des migrants, y compris ceux en situation irrégulière. La suspicion à leur égard a toujours coûté très cher à la société française.
- Les organisations syndicales appellent le gouvernement à reconnaître les travailleurs sans-papiers comme des travailleurs à part entière, qui contribuent à la création collective de la richesse nationale, et ont de ce fait droit à un titre de séjour.
- Les droits des jeunes étrangers à pouvoir étudier et travailler dans de bonnes conditions doit aussi être reconnu. Le gouvernement doit affirmer l'égalité de traitement entre Français-es et Etrangers-es dans les études comme au travail.
- Le titre de séjour avec droit au travail doit devenir la règle.
- Les organisations syndicales demandent la fermeture des centres de rétention administrative (CRA), l'arrêt des contrôles au faciès.

Les organisations syndicales demandent au gouvernement la mise en œuvre d'un moratoire concernant les expulsions (OQT : Obligation de Quitter le Territoire)

avec le soutien de ADES, Europe Écologie Les Verts Isère, Go Citoyenneté, Gauche Unitaire 38, PAG 38, Fédération de l'Isère du PCF, PG 38, PCOF, Les Alternatifs, FASE 38, Lutte Ouvrière, NPA 38, RNG Echirrolles, Amal, APARDAP, CIIP, CISEM, CSRA, Femmes Égalité, LDH 38, LIFPL, Mouvement de la Paix Isère, Ras l'Front Isère, RESF 38, SOS Racisme Isère

Samedi 22 Septembre 2012, jardin de ville de Grenoble à partir de 14h30

*Pour les droits des travailleuses et des travailleurs sans-papiers,
Pour l'égalité de traitement entre Français-es et Etrangers-es dans les études comme au travail.*

**Concert
GOULAMAS'K**

(Ska Rock Reggae Punk de la tradition des troubadours .. version énervée)